Contact

EMB - European Milk Board asbl
Rue du Commerce 124
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935
Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

Bulletin EMB juin 2009

Chers éleveurs, chers lecteurs,
Les temps sont agités. Les prix laitiers sont au plus bas, la vie des exploitations est menacée mais les producteurs laitiers ont l'esprit en éveil et essaient de changer le cours de l'histoire. « Un changement de cap est nécessaire » peut-on lire dans la résolution de l'EMB du 25 mai adoptée à Bruxelles par les représentants des fédérations de l'EMB. Les semaines à venir montreront si le monde politique a compris l'enjeu et s'il est prêt à s'engager dans une nouvelle direction. Une direction qui poursuit pour objectif l'approvisionnement des habitants de l'Europe en produits laitiers qui soient frais, de haute qualité et fabriqués dans l'esprit d'une durabilité sociale et écologique. Et ce, en assurant pour tous en Europe une production laitière qui couvre l'ensemble du territoire et qui soit rémunérée à des prix équitables. Un tel objectif a bien plus de poids qu'une libéralisation du marché obtenue à tout prix au profit de quelques entreprises.
En Suisse, la suppression de toute régulation, qu'elle soit de l'Etat ou gérée par les éleveurs, montre ses premiers effets. En France, le bas niveau des prix laitiers engendre de fortes protestations et à Brno, en République tchèque, de nouvelles coopérations entre l'EMB et des fédérations des pays de l'Est ont vu le jour les 1er et 2 juin. Vous pourrez également lire un compte rendu de la manifestation qui rassembla 2000 producteurs laitiers à Bruxelles et les entretiens qu'a tenus l'EMB au plus haut niveau politique. Et il sera montré quelques exemples des positions qu'adoptent différents partis du Parlement européen sur les revendications de l'EMB.
En vous souhaitant une bonne lecture d'un bulletin aux multiples facettes !
Très cordialement,
Sonja Korspeter

Interview avec Jean-Louis Naveau, membre du comité directeur de l'EMB, président de l'OPL en France :

« Il nous faut obtenir une réduction des volumes de lait pour que les prix puissent remonter ; avec toute notre force. »

1)Il y a en France depuis trois semaines des actions....des laiteries sont bloquées, des citernes arrêtées et des supermarchés assiégés. Comment cela se passe ?
Pour répondre à cette question, il me faut d'abord décrire ce qui s'est passé au début du mois de mai. Il s'est tenu des négociations sur le prix du lait entre l'industrie laitière et la branche laitière de la fédération agricole. Elles se sont d'abord terminées sans résultats et déjà le lendemain les laiteries annonçaient des prix du lait à 21 centimes d'euro (3,8% de matières grasses et 3,2% de protéine). Certaines de celles qui ont une forte proportion en produits industriels sont même descendues à 19 centimes. Un tel niveau avait toujours été impensable en France. En janvier, les producteurs laitiers obtenaient encore 32 centimes et en mars 30 centimes. Et maintenant une telle somme. La colère des éleveurs était immense et s'est vite déchargée dans un certain nombre d'actions.

2)De quelles actions s'agit-il et quelle est leur ampleur ?
La fédération agricole a appelé d'abord à des actions ; mais les membres ne tardèrent pas à ne plus écouter les directives des responsables. Ils n'ont pas mis fin aux actions quand on leur demandait et ont engagé d'autres mesures

que celles proposées par Paris. Un exemple qui vient de ma région : 50 citernes de lait ont été réquisitionnées dans un village pendant 5 jours, tant et si bien que le lait d'un grand nombre d'éleveurs n'a plus été collecté des jours durant. D'autres actions visaient les chaînes de supermarché. Les producteurs laitiers se sont rendus dans les filiales et ont recouvert les rayons contenant le lait bon marché d'une bâche où était marqué « interdit de toucher ». Ils se sont parfois heurtés à la résistance de la direction. Quand tel était le cas, les éleveurs prenaient tout le lait qui se trouvait dans le rayon et quittaient le supermarché sans payer. Les actions ont lieu dans toute la France mais c'est dans l'Ouest que les altercations sont les plus fortes.

3)Comment votre fédération, l'OPL, a-t-elle réagi à la baisse du prix du lait ?
Nous avons également appelé à des actions, souvent en coopération avec la Confédération Paysanne et l'APLI (Association des Producteurs de lait indépendants). Le 25 mai, par exemple, le jour de la grande manifestation EMB de Bruxelles, environ 400 éleveurs se sont rendus à Bruxelles tandis que les autres participaient avec les collègues des deux autres fédérations à la grande manifestation de Rennes pour revendiquer une régulation souple des quotas. A l'échelle régionale, de nombreuses actions ont eu lieu devant des laiteries et aussi des préfectures car de notre point de vue, il faut des conditions cadres politiques pour faire remonter les prix du lait à un niveau rémunérateur. Et naturellement, la grève du lait reste toujours un sujet de débat ; nous avons du mal à retenir nos membres qui veulent pour certains commencer tout de suite. Ces prix leur mettent le couteau sous la gorge. Ce sont 3000 euros qu'une exploitation française de moyenne importance perd par rapport au moins d'avant.

4)Depuis mercredi, il y a un nouvel accord sur les prix du lait...
Cet accord ne mérite pas le papier sur lequel il a été signé. 29 centimes, la moyenne de prix pour l'année 2009 ! Comme nous avons eu dans les 32 centimes les premiers mois de l'année, pas difficile de calculer ce que cet accord signifie pour les prix sur le reste de l'année. Sans oublier que les laiteries qui traitent en premier lieu des produits industriels comme le lait en poudre et le beurre peuvent descendre jusqu'à une moyenne annuelle de 26,2 centimes. Les 30 millions en plus promis par le Ministre Barnier représentent sur l'année et pour tous les éleveurs 0,13 de centimes par litre !

5)Que va maintenant faire l'OPL ?
Devant cet accord, la colère des éleveurs est immense et ils sont nombreux à quitter la fédération agricole. Les producteurs laitiers engagent des actions spontanément et demandent la grève du lait en dernier secours.
Mais il est bien clair que le problème que nous avons est européen. Il faut faire pression sur la Commission européenne et sur les ministres européens de l'agriculture afin qu'ils baissent les quotas pour 2009 et mettent en place une souple régulation de ces quotas. Nous ne l'obtiendrons que si nous, les producteurs laitiers européens, nous agissons tous ensemble. L'assemblée générale des membres que l'EMB organise début juillet est pour cela capitale ; là on verra si les autres pays de l'EMB se décident aussi pour une grève du lait.

6)Qu'est-ce que cela veut dire pour votre travail en France dans les prochaines semaines ?
Nous continuerons certainement à organiser des actions de différentes natures qui viseront aussi bien les laiteries que les supermarchés et les politiques. La prochaine grande action sera de bloquer les autoroutes dans tout le pays. Il faut montrer clairement que les producteurs laitiers ne peuvent pas survivre avec ces prix et qu'il faut engager très rapidement des mesures politiques adéquates pour que les prix montent. Les producteurs laitiers français ne peuvent pas rester confinés chez eux, ils doivent agir. Nous allons organiser en qualité d'OPL des actions d'information, aussi en coopération avec l'APLI afin d'expliquer les différents contextes et nous préparer à une grève.

7)La grève est le seul recours qui reste ?
Nous avons l'impression que oui. Mais l'EMB a posé son ultimatum, la politique a le temps d'agir. Nos positions sont claires : il faut réduire les quotas pour 2009 pour ainsi adapter l'offre à la demande. La baisse des volumes est le seul moyen d'obtenir des prix plus élevés. Par ailleurs, il faut à l'avenir des conditions cadres car ce qui est maintenant prévu en France (des contrats signés entre le producteur et la laiterie qui fixent la quantité et la qualité sans indiquer de prix) est tout à fait inacceptable. Dans une grève du lait, le producteur laitier est maître de son produit, il ouvre le robinet quand il veut et décide de ne plus livrer son lait. La grève est un recours extrême mais il nous faut sauver ce principe que le producteur laitier soit justement maître de son produit et de la plus-value qu'il en tire. Pour que les exploitations laitières aient un avenir.
Interview menée par Sonja Korspeter, EMB

Suisse – Les quotas appartiennent au passé
Cela fait un mois que la Suisse ne connaît plus de quotas. Le marché continue à être hors contrôle et 5 pour cent du lait livré est encore à titre d'excédent transformé en poudre puis ensuite « éliminé » sur le marché mondial. L'éleveur obtient

pour ce lait 23 centimes de francs suisses (16 centimes d'euro). Cette règle vaut en principe jusqu'à la fin juin et le prix à appliquer à partir de juillet n'est pas encore fixé. Les prix ont beau être catastrophiques pour les producteurs, ils ne sont toujours pas assez bas aux yeux de l'industrie laitière. Celle-ci a déjà fait savoir par voie de presse que les 12 centimes de francs suisses étaient pour elle encore trop.
Les médias suisses parlent beaucoup de cette situation difficile. Raison en est aussi les manifestations qui se déroulent en Allemagne et en France et dont les quotidiens suisses font état. Toutefois, la Ministre de l'agriculture ne voit toujours matière à agir.
Dès maintenant et jusqu'à nouvel ordre, la fédération BIG-M organisera chaque lundi en Suisse une action d'information. Ces actions d'information s'inscriront dans une démarche de solidarité internationale. Les producteurs sont comme paralysés par l'effondrement du prix du lait. Ils sont maintenant obligés de reconnaître que seule une solidarité au-delà des frontières pourra durablement apporter une amélioration à leur situation.
Werner Locher, BIG-M

L'EMB intensifie ses contacts avec l'Europe de l'Est
Adoption d'une déclaration commune avec des fédérations des Etats européens de l'Est
Le 2 juin fut une journée importante pour la production laitière européenne. Des fédérations de producteurs laitiers des nouveaux Etats membres de l'UE, la Pologne, la République tchèque, la Slovénie, la Slovaquie, la Bulgarie, ainsi que le comité directeur de l'European Milk Board (EMB) adoptèrent à Brünn une déclaration commune. Cette-ci marque le prélude d'une forte coopération dans laquelle s'engagent l'EMB et les producteurs laitiers de l'Europe de l'Est pour venir à bout des problèmes que connaît le secteur laitier. Sieta von Keimpema, vice-présidente de l'EMB, se félicite de voir cette collaboration s'intensifier. « Il y a longtemps que nous avons tous compris que ça n'apporte rien de voir dans les autres pays des ennemis. Nous travaillons tous ensemble à l'obtention d'un prix du lait équitable. »
A la fin de la rencontre, cette déclaration a été remise à la Commissaire européenne Mariann Fischer-Boel.

Des revendications communes
Ce document se concentre sur l'ajustement des subventions agricoles entre les anciens et nouveaux Etats européens à partir de l'année 2010 et sur la stabilisation du marché laitier. Il réclame entre autres de réduire les quotas laitiers pour rééquilibrer le marché. Par ailleurs, il souligne la nécessité d'instaurer une régulation souple des volumes et de garantir un prix du lait rémunérateur de 40 centimes d'euro par litre de lait.
Le président de la chambre de l'agriculture tchèque Jan Veleba s'est déclaré très satisfait de cette démarche commune : « Jusqu'à aujourd'hui, nous ne nous étions rencontrés que dans un cadre relativement restreint qui réunissait uniquement les nouveaux Etats de l'UE. Les revendications des producteurs laitiers européens ont bien sûr plus de poids si les fédérations représentent un grand nombre d'Etats européens. » Le président de l'EMB, Romuald Schaber, dit à ce propos : « Nous soutenons les nouveaux Etats européens dans leur revendication de réajuster les subventions ». Il est cependant d'avis qu'il faut aussi penser plus loin. « L'ajustement des subventions ne représentera pour les nouveaux pays de l'UE qu'une très légère augmentation des prix qui s'élèvera à environ 1 à 2 centimes d'euro par litre de lait. Mais ce sont 15 centimes qu'il faut pour obtenir un prix du lait rémunérateur. » Et c'est le marché qui devraient les assurer grâce à la régulation souple des quotas.
Le président du Comité des Organisations Professionnelles Agricoles (COPA) Padraig Walshe, qui rejoignit plus tard la conférence, exprima son scepticisme au sujet d'une réduction des volumes mais ajouta : « Il est important que les éleveurs européens aient un revenu équitable si l'on ne veut pas voir la production alimentaire reculer pas à pas en Europe.
Après la participation de 5000 producteurs laitiers tchèques aux manifestations qui eurent lieu lors de la journée d'action EMB du 29 avril, cette conférence de Brünn représente un nouveau rapprochement entre l'EMB et les fédérations issues des nouveaux Etats membres de l'Europe de l'Est.
Silvia Däberitz, EMB

Bruxelles : « Steh auf, wenn Du ein Bauer bist, steh auf, wenn Du ein Schlauer bist »... (Lève-toi producteur laitier, lève-toi si tu es futé)
Cette chanson des éleveurs de la fédération allemande BDM n'avait pas perdu à Bruxelles de son entrain. Même si les européens rassemblés à Bruxelles ne comprenaient pas tous le texte, ils ont été nombreux à le chanter. Près de 2000 producteurs laitiers venus de 15 différents pays se sont retrouvés le 25 mai 2009 devant les portes du Conseil européen. Erwin Schöpges de la fédération belge MIG : « Ce qui m'a le plus impressionné ce jour-là, c'est que dès le début, les pays se sont mélangés les uns aux autres ! ». Cela se voyait car beaucoup d'éleveurs avaient échangé leurs casquettes et il m'est arrivé à plusieurs reprises de m'adresser en français à des personnes portant les casquettes OPL qui me répondaient en allemand. Un merveilleux sentiment de communauté européenne.

Au-delà de toutes les barrières

Cette journée connut plusieurs moments forts mais je ne fais pas ici allusion aux entretiens tenus le matin avec le président du Conseil de l'agriculture, Monsieur Sebesta, ni à la courte apparition de la Commissaire européenne, Madame Fischer-Boel. Le président du Conseil fit preuve de compréhension et de bonne volonté ; Fischer-Boel par contre expliqua de nouveau que le bas niveau des prix n'avait rien à voir avec les quotas. Il ne s'agissait à ses yeux que d'un problème de la demande. Autre spectre que la Commissaire voulait échafauder : la distribution alimentaire avec sa position qui domine le marché. La Commission n'a à ses yeux aucune responsabilité à assumer pour la situation actuelle du marché laitier européen. Les producteurs laitiers qui étaient présents ont exprimé haut et fort leur mécontentement.
À propos du comportement qu'adopta la police à l'arrivée du défilé des manifestants dans la rue de la Loi, on peut aussi se demander quelle mouche a piqué le chef de l'unité qui à coups de matraques et de jets d'eau refusait aux manifestants l'accès à la place devant le bâtiment du Conseil, lieu prévu du ralliement. Une courte hésitation, un appel au micro « Nous passerons » et au bout de quelques minutes d'altercation, au prix de multiples hématomes et avec un sentiment d'effroi devant ce non-respect des droits démocratiques, les manifestants ont pu parvenir au rond-point. L'appel « Nous sommes le peuple » s'est entendu maintes fois. Même si cet incident nous a paru dans un premier temps néfaste, en particulier aux vues de la présence des médias et du message positif que vous voulions faire passer, il était aussi porteur d'un grand symbolisme. Les éleveurs ne se laissent pas intimider par des barrières et des obstacles mais défendent leur droit d'obtenir une rémunération équitable et de défendre la perspective d'une production laitière durable en Europe. Les connaisseurs du milieu bruxellois nous ont assuré que si la capitale européenne avait gardé un bon souvenir du congrès de l'EMB qui avait au printemps 2008 rassemblé 4000 éleveurs, cette manifestation avait fait encore plus impression auprès des agricoles de Bruxelles.

Assemblée des représentants de l'EMB
La manifestation s'est terminée par une assemblée des représentants des fédérations de l'EMB. Il y participa un bon nombre de producteurs laitiers de France qui exposèrent la situation dans leur pays et prirent connaissance des différents points de vue que leurs collègues avaient sur une grève. « La grève est notre moyen d'action à nous et plus tôt nous l'entamerons, mieux ça ira » disaient les Français. Les représentants des pays qui participèrent à la grève du lait de l'année passée étaient plus pondérés : « La grève, c'est presque comme la guerre, il faut le savoir et si nous nous décidons pour elle, il faut tout faire pour pouvoir la gagner. » Christian Manauthon de l'APLI : « Il est clair que a) nous devons savoir ce que nous aurons en main une fois la grève terminée b) qu'une grève ne peut réussir que si elle est européenne. »
Dans le cadre de cette rencontre, il a été adopté une résolution qui pose un ultimatum aux responsables politiques. La Commission et la présidence ont jusqu'à la fin de la présidence tchèque pour réduire les volumes laitiers et commencer à instaurer une régulation souple des quotas. Vous trouverez plus loin un extrait du texte qui a été envoyé aux ministres de l'agriculture et à la Commissaire européenne de l'agriculture. L'intégralité du texte en langue anglaise se trouve sur le site Internet de l'EMB sous la rubrique Positions de l'EMB.
Sonja Korspeter, EMB

L'European Milk Board a un nouveau site Internet : www.europeanmilkboard.org
Ce site affiche quasiment tous les jours de nouveaux articles venant de l'EMB et des pays membres. En bas à gauche se trouvent les échos de la presse qui publient heure après heure les nouveaux articles agrémentés de photos qui viennent de toute l'Europe et sont écrits dans les différentes langues. Allez cliquer pour vous faire une idée.
Vous trouverez par ailleurs un forum où vous êtes cordialement invités à écrire vos commentaires. Il est en plusieurs langues et nous réfléchissons à traduire à l'avenir les commentaires qui sont particulièrement intéressants. Actuellement les commentaires français du forum concernent en grande majorité le sujet de la grève. Qu'en pensez-vous ?

L'EMB fait pression sur les représentants politiques

Le comité directeur de l'EMB et la direction ont non seulement travaillé à intensifier la transmission des informations auprès des producteurs laitiers et journalistes européens mais ont aussi eu différentes rencontres avec les responsables européens de l'agriculture. Il y eut par exemple un entretien avec la Commissaire européenne Mariann Fischer-Boel et une rencontre avec le Président du Conseil de l'agriculture Jakub Sebesta. Le 18 mai, Romuald Schaber parla à titre de président de l'EMB au comité économique et social du Parlement européen de Bruxelles. L'EMB a maintenant un nom et l'on va voir comment goutte à goutte le roc se creusera, comment la pression d'une base de mieux en mieux organisée comme est celle des producteurs laitiers forcera la politique à prendre un nouveau cap. Le soutien de la part d'autres groupes sociaux aussi joue ici un rôle essentiel.
Le défi actuel que nous devons concrètement relever est d'assurer une stratégie bien concertée entre les fédérations EMB des différents pays. Elle est indispensable pour faire face avec efficacité et force au monde politique. Aussi nous faut-il accepter les spécificités nationales et y voir une force. De plus, l'échange d'informations entre les organisations de chaque pays, le bureau de l'EMB et les éleveurs est d'une importance capitale. Les membres du comité directeur de

l'EMB ont maintenant pour tâche d'être tout à l'écoute des producteurs laitiers européens à leur base tout en gardant un œil sur la presse et le monde politique ; ainsi pourra-t-il au sein de l'EMB prendre en toute responsabilité les bonnes décisions sur les mesures à engager. Aux vues des prix du lait, la situation est très critique et pousse à la précipitation. Mais il faut considérer que c'est un changement de système qui s'impose pour que les prix aux producteurs soient rémunérateurs aussi à l'avenir. Il nous faut faire preuve à la fois de pondération et de force !

Sommet européen à Bruxelles
Les 18 et 19 juin 2009, les chefs d'État et de gouvernement se rencontreront pour un sommet européen à Bruxelles. Jusqu'à maintenant il a été tenu ou est prévu des entretiens de fédérations membres de l'EMB avec le porte-parole chargé de l'agriculture de Sarkozy, avec la chancelière allemande Merkel, avec le Président Juncker au Luxembourg et autres chef d'État ou de gouvernement. En raison de la pression exercée dans les différents pays, la situation du marché laitier a toutes les chances d'être thématisée lors de ce sommet. L'European Milk Board se trouvera sur place à Bruxelles.
Sonja Korspeter, EMB

Extrait de la résolution de Bruxelles adoptée par les fédérations de l'EMB : un changement de cap s'impose
«...C'est pourquoi l'EMB demande expressément au Conseil européen de l'agriculture de geler tous les quotas supplémentaires qui ont déjà été adoptés et de renoncer à une répartition des quotas par Etat. Pour rééquilibrer le plus rapidement possible le marché laitier, il est de plus indispensable de geler 5 pour cent des quotas à l'échelle européenne, et ce déjà pour la campagne laitière de 2009/10 qui est en cours.
Pour éviter à l'avenir de telles distorsions du marché, il importe d'assouplir la régulation des quotas. Les quotas peuvent ainsi servir d'instrument pour une économie de marché. Les producteurs laitiers qui se sont rassemblés au sein de l'EMB demandent au Conseil européen de l'agriculture de mettre en route, encore sous la présidence tchèque du Conseil, les mesures répondant à ces revendications. L'EMB se penchera de nouveau sur la situation du marché laitier lors de sa conférence qui aura lieu début juillet. Si d'ici là, aucune démarche substantielle n'est engagée par le Conseil européen de l'agriculture, les fédérations de l'EMB se réservent le droit de recourir à des mesures plus dures visant à la défense des exploitations laitières… »

Tâter le pouls de l'Europe
Que veulent mettre en œuvre les partis du Parlement européen

Les élections européennes ont eu lieu, la répartition des sièges du Parlement est achevée. C'est maintenant le moment d'observer si le programme électoral des partis faisait uniquement office d'un billet pour Bruxelles qui sera dès l'arrivée jeté à la corbeille. C'est aussi le moment de poursuivre les campagnes d'information sur la thématique du lait et de convaincre tous ceux qui croient encore aux mesures inefficaces d'agir dans le bon sens et d'une manière effective. Pour commencer, nous présentons ici les positions sur le marché laitier qu'adoptent les partis d'Allemagne, d'Espagne et du Luxembourg.

Allemagne

Les Verts – pour une souple régulation des quotas
Adapter le volume du lait à la demande est aux yeux de Martin Häusling du parti des Verts une priorité que devrait absolument poursuivre la politique européenne. Son parti est en faveur d'une souple régulation des quotas visant à la stabilisation des prix du lait. Ce parti voit dans le Milchboard qui vient d'être créé en Allemagne un moyen décisif pour fortifier la position des éleveurs : « Les éleveurs doivent encore plus prendre conscience de leur pouvoir pour ensemble maîtriser le marché » déclara Häusling dans une interview avec la BDM, l'Union des producteurs laitiers allemands. Les Verts occuperont pour les cinq années à venir 14 des 99 sièges du Parlement européen qui sont réservés à l'Allemagne.

CDU – Aucune mesure de fond
Andreas Schwab du parti conservateur CDU a beau trouver effrayant le niveau actuel du prix du lait, il ne propose par pour autant de mesures de fond qui permettent de sortir de cette crise. Il persévère comme son parti dans une position où l'Etat veut résoudre les problèmes à coup de petits lots de consolation. Dans ce contexte, il se félicite de l'anticipation du paiement des aides directes et des crédits de transition ainsi que des détaxations du diesel agricole. Aux yeux d'Andreas Schwab, l'instauration du fonds laitier fait preuve de la rapidité avec laquelle son parti réagit à la crise. « Nous avons vite reconnu le problème et avons agi ». Le problème ici, c'est que ce dit fonds laitier n'apporte aucun centime supplémentaire aux éleveurs mais qu'il s'agit de subventions européennes destinées à l'Allemagne qui ont été détournées vers le secteur laitier Le volume est par ailleurs bien trop faible pour pouvoir compenser la perte de revenu des producteurs laitiers.

Il apparaît que les représentants des démocrates chrétiens considèrent la crise du prix du lait comme étant une situation désastreuse passagère qu'il s'agit de surmonter temporairement. Il n'est pour l'instant prévu au programme aucune modification fondamentale des structures du marché. Quand il est question du regroupement des éleveurs et du renforcement de leur position sur le marché, Andreas Schwab se montre plutôt réservé et élude le sujet avec des formules toutes faites. « La possibilité d'instaurer un milchboard en vue de régulation des volumes est certainement une option intéressante qu'il faut étudier en détail. » Le parti allemand CDU disposant de 34 siéges, il représente un tiers des eurodéputés allemands.

CSU – contre l'augmentation des quotas laitiers
Markus Ferber du parti conservateur bavarois CSU se prononce contre une augmentation des quotas laitiers et en faveur d'une régulation des quotas. De son avis, il revient à la Commission européenne d'étudier sous quelle forme cette régulation devrait se réaliser. Dans les entretiens, le CSU, qui à la suite des élections de début juin sera représenté par huit députés au Parlement européen, veut par ailleurs convaincre l'industrie à produire plus sur la base de protéines et de graisses animales.

Luxembourg

CSV – pour une augmentation des volumes
Le Luxembourg qui compte à peine un demi million d'habitants dispose de six sièges au Parlement européen. Trois sont occupés par le parti socio-chrétien CSV. Celui-ci rejette un assouplissement de la régulation des quotas en arguant que les éleveurs luxembourgeois ne seraient alors pas en mesure de compenser leur déficit des prix par une augmentation de leur production. L'argumentation que donne le CSV pour son rejet fait clairement apparaître deux points. L'effet positif que peut apporter l'instrument de régulation des quotas n'est pas bien compris par le CSV. Par ailleurs, il défend encore l'idée qu'un volume plus important peut suffisamment accroître le revenu. Or c'est justement en limitant tous ensemble la production en Europe qu'il est donné la possibilité aussi aux éleveurs luxembourgeois de profiter d'un prix plus élevé. En augmentant sa production, il ne peut plus obtenir tout seul un prix rémunérateur mais contribue par contre à faire baisser le niveau des prix. La stratégie poursuivie par le CSV est résolument en faveur d'une augmentation de la production. Il se prononce non seulement pour un relèvement des quotas mais aussi contre une limitation d'un rééquilibrage national.

Les Verts – pour une souple régulation des quotas
Les Verts luxembourgeois sont également représentés au Parlement européen où ils disposent d'un siège. Ils rejettent la suppression des quotas et plaident pour un assouplissement des quotas actuels. Ils réclament par ailleurs « une nouvelle législation européenne sur la concurrence qui interdise aux magasins discount de vendre les produits laitiers à des prix inférieurs aux coûts de production en s'en servant abusément comme offres d'appât ». Les verts sont également pour un arrêt des subventions à l'exportation qui entraînent un dumping des prix. Pour ce qui est des producteurs laitiers, ce parti souhaite qu'ils renforcent leur regroupement pour améliorer leur position sur le marché laitier.

DP – Aucun relèvement des quotas tant que la demande en lait n'est pas en hausse
À la différence du CSV, le parti démocrate DP est contre les relèvements de quotas tant que la demande ne va pas dans ce sens. Les débouchés de vente du secteur laitier étant bien en dessous des quotas de l'UE, il est à son avis absurde de vouloir maintenir coûte que coûte le 1 pourcent d'augmentation annuel prévu pour les 5 prochaines années. Le DP est en faveur d'un prix laitier rémunérateur qui devrait régulièrement faire l'objet d'un contrôle pour ensuite être adapté. Ce parti est également d'avis qu'il faut tout entreprendre pour évincer du marché des produits de substitution de produits laitiers. Le DP conserve après les élections de juin son siège au Parlement européen.

LSAP – pour la possibilité d'adapter l'offre à la demande
Le parti socialiste des travailleurs luxembourgeois LSAP a pour les cinq prochaines années un représentant au Parlement européen. Il est contre une suppression progressive des quotas laitiers qui ne tienne pas compte de la demande. Il a fait savoir qu'il fallait à son avis assouplir la régulation des quotas afin de pouvoir les adapter à la demande. Il plaide également pour annuler la décision prise dans le cadre du Bilan de santé de diviser par deux le facteur de correction s'appliquant à la teneur en matières grasses qui passe ainsi de 0,18 à 0,09 pour cent. Ce parti se félicite des mesures de soutien engagées par l'UE telles le rachat de beurre et de lait en poudre tout en soulignant qu'il est contre la commercialisation des excédents européens qui s'effectue dans les pays du tiers monde à des prix de dumping et à l'aide de subventions européennes à l'exportation.

ADR – Des quotas limités en cas de forte surproduction
Le parti réformiste alternatif ADR est contre l'augmentation prévue des quotas laitiers et leur suppression ultérieure tant que le marché affiche une telle surproduction. Le système de quotas laitiers actuel devrait être transformé en un

système de régulation souple. Celui-ci devrait être en mesure de réguler la production de manière à garantir un équilibre entre l'offre et la demande. La gestion devrait être aux mains de représentants des producteurs laitiers. Ce parti ADR ne pourra pas défendre cette position au sein du Parlement européen puisqu'il n'a obtenu aucun siège luxembourgeois à l'élection du 7 juin.

Espagne

PSOE – Concentration sur la relation entre l'industrie et les producteurs
Le parti socialiste espagnol des travailleurs PSOE sera représenté au Parlement européen avec 21 des 50 sièges espagnols. Dans la question du lait, ce parti se concentre sur la relation entre l'industrie et les producteurs. Les représentants de la fédération espagnole des producteurs laitiers PROLEC critiquent toutefois qu'un contrat de livraison liant officiellement les producteurs et l'industrie tel que le préconise le PSOE peut poser problème. Les producteurs laitiers ne bénéficiant toujours pas d'une position forte sur le marché, les négociations de prix que prévoit ce contrat risquent de durer des mois et de privilégier l'industrie.
Selon l'avis du candidat européen Fernando López Aguilar du PSOE, l'augmentation des quotas n'aurait pas dû être la même pour tous les pays mais être plus faible pour ceux qui affichent une forte production. Le PSO se montre très ouvert aux mesures telles que restitutions à l'exportation, achats à l'intervention ou aussi aides au stockage.

UPyD – Contre une régulation souple des quotas
En matière de régulation souple des quotas, les déclarations du parti libéral espagnol de l'Union pour le progrès et la démocratie UPyD sont sans équivoque. « Je suis d'avis que dans les autres secteurs, les régulations n'ont pas apporté de bons résultats » explique Sosa Wagner, candidate de l'UPyD au Parlement européen. Il faut laisser aux mesures de l'UE le temps d'agir. Il importe également à ses yeux de mettre fin à la position privilégiée dont bénéficient sur le marché les grosses entreprises. Pour cela, il faut avoir recours à d'autres mécanismes et d'autres moyens de pression que la régulation des volumes. Le parti UPyD dispose d'un siège au Parlement européen.

Comme le montre cette courte présentation, le monde politique a des avis très différentiés sur la régulation souple des quotas revendiquée par l'EMB. L'éventail des avis va desLCCesL CVerts qui en Allemagne la défendent clairement jusqu'au parti luxembourgeois CSV qui se prononce explicitement contre. Il est maintenant capital, pour les fédérations des producteurs laitiers des différents pays ainsi qu'à l'échelle de l'EMB, de montrer encore et toujours aux nouveaux eurodéputés la situation catastrophique dans laquelle se trouve le marché laitier. Même si ces parlementaires peuvent parfois paraître être bien loin à Bruxelles, ils sont originaires de régions dispersées dans toute l'Europe et doivent rester des interlocuteurs à l'écoute des intérêts des producteurs laitiers de leur région.

European Milk Board ASBL
Rue de la Loi 155
B-1040 Bruxelles
Tel: +32 (0)2808 1935
Fax: +32 (0)2808 8265
Mail: office@europeanmilkboard.org
Document-URL: http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-juin-2009.html